

103 millions d'euros pour relancer le très haut débit internet

Au conseil général. Charles de La Verpillière déplace le débat vers le contrat de plan. L'élU UMP du canton de Lagnieu livre du même coup un scoop de première importance pour le déploiement de la fibre optique.

À ceux qui en douteraient encore, la campagne des élections départementales est lancée. Charles de La Verpillière a été le premier à le souligner, lundi, lors d'une question préalable à la session exceptionnelle du conseil général. « Une de plus !, ironise l'élU UMP du canton de Lagnieu. Cette accumulation a quelque chose de sympathique, voire d'émouvant. Ça me fait penser à ces artistes dont l'heure de gloire est passée et qui n'arrivent pas à quitter la scène. » Référence aux tournées d'adieu à répétition des Compagnons de la Chanson. « Et je ne parle même pas de notre Johnny national. »

Quels projets pour l'Ain d'ici 2020 ?

Charles de La Verpillière a ensuite allumé, non pas le feu, mais le président du conseil général à propos du contrat de plan État/Région (CPER). Comme ses collègues des autres départements, Rachel Mazuir va discuter ledit contrat ce mardi avec le préfet de Région et le président du conseil régional. « Trois jours après, la version définitive du CPER sera arrêtée. Pourquoi, M. le Président, n'avez-vous pas voulu consulter les conseillers généraux de l'Ain, sur

ce projet qui va fixer jusqu'en 2020 le contour des grands investissements dans la région et dans l'Ain en particulier ? » Fâcheux dans la mesure où, selon Charles de La Verpillière, « ce projet sacrifie complètement notre département ». Et de citer le contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL), le projet de tram-train Sathonay-Trévoux repoussé, rien pour l'Ain sur le volet routier, pas grand-chose sur l'enseignement supérieur et la recherche (2,2 millions d'euros sur une enveloppe de 236 millions).

Fibre optique et stratégie politique

« Le seul volet dans lequel l'Ain tire son épingle du jeu, c'est l'Internet très haut débit », a conclu Charles de La Verpillière en livrant un scoop de première importance. « L'État et la Région prévoient d'apporter respectivement 65 millions et 38 millions d'euros au projet du Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communications ». Ce SIEA que préside un certain... Charles de La Verpillière. Avec sa question préalable, ce fin tacticien fait coup double. Et d'une, il se montre parfaitement informé des grands projets du département, mieux



■ L'État et la Région apporteront au Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication l'argent frais dont il avait tant besoin pour déployer le très haut débit internet dans l'Ain. Photo Marc Dazy

que le président du conseil général lui-même. Et de deux, il déplace le débat sur les emprunts toxiques, l'un des points principaux de la présente session, vers un sujet au moins aussi fort. Rachel Mazuir n'est pas dupe. Bien sûr dit-il qu'il s'apprête à aller défendre les dossiers du 01 et il les connaît. « Il s'agit de la première discussion. Je n'ai pas de documents pour vous faire débattre. Mais quoi qu'il arrive, le contrat de plan passera devant cette assemblée. » En sera-t-il ? Aussi sûr que Johnny sera à Louhans le 12 juillet, le président du conseil général « espère bien être là dans quelques semaines », répond-il aux railleries de son adversaire. ■

Marc Dazy

Bras de fer avec la finance

Les emprunts toxiques étaient à l'ordre du jour de cette session extraordinaire du conseil général. Christophe Greffet, le vice-président aux finances, demandait à l'assemblée de valider le blocage d'un prêt à hauteur de 8,5 % de taux d'intérêt. Cet emprunt contracté auprès de la Sfil (Société de financement locale, la remplaçante de Dexia) est indexé sur la parité euro/franc suisse. Il est devenu extrêmement toxique lorsque la monnaie helvétique a décollé. « En quelques heures, les intérêts sont passés de 900 000 € à 1,9 M€ et les indemnités de sortie anticipée de 5 millions à 9,2 millions d'euros !, calcule Christophe Greffet. Autant que le capital restant dû. Si on voulait se débarrasser de nos trois emprunts toxiques, cela nous

coûterait environ 40 millions d'euros. Le double avec le "snow-ball" du Crédit agricole. Même en comptant sur une aide de 30 % du fonds de soutien, une collectivité comme la nôtre ne peut pas s'endetter pour rembourser de telles sommes. » Seule solution : stopper la machine infernale à hauteur du dernier taux payé et engager le contentieux avec le prêteur. Face à cette logique, l'opposition s'est perdue dans de vains débats sur la transparence ou la renégociation des prêts. « Nous ne participerons pas au vote », a annoncé Bernard Perret (UMP, Viriat). Avec 28 voix pour (sur 43 cantons) Le conseil général de l'Ain a décidé de poursuivre son bras de fer avec la finance.

M. D.

A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE, REPLONGEZ-VOUS DANS L'HISTOIRE QUI A MARQUÉ LA FRANCE



➤ Collection «Grande Guerre» en 5 volumes :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> 1914 La guerre est déclarée vol. 1 x 7,00€ = € | <input type="checkbox"/> 1917 L'année incertaine vol. 4 x 7,00€ = € |
| <input type="checkbox"/> 1915 La guerre d'usure vol. 2 x 7,00€ = € | <input type="checkbox"/> 1918 La délivrance vol. 5 x 7,00€ = € |
| <input type="checkbox"/> 1916 Le grand massacre vol. 3 x 7,00€ = € | <input type="checkbox"/> Les 5 volumes - OFFRE SPECIALE x 30,00€ = € |

TOTAL €

Découvrez sur la boutique en ligne <http://boutique.leprogres.fr> de nombreux autres produits

Commandez en ligne sur <http://boutique.leprogres.fr> ou DÉCOUPEZ ce bulletin et RENVOYEZ-LE avec votre règlement par chèque à l'ordre du Progrès à l'adresse suivante : LE PROGRÈS, La Boutique, 4 rue Paul Montrochet 69284 Lyon Cedex 02

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Téléphone E-mail

Délai de livraison 5 jours

FRAIS DE PORT
OFFERTS

LA BOUTIQUE
LE PROGRÈS